

20251017 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/67571/en-tunisie-des-militants-associatifs-affrontent-la-justice-pour-avoir-aide-des-migrants>

Actualités



Le 24 avril 2025, des migrants subsahariens quittent leurs campements de fortune installés dans les oliveraies autour des villes d'El Amra et Sfax (Tunisie) après une vaste campagne de démantèlement. Crédit : Reuters

En Tunisie, des militants associatifs affrontent la justice pour avoir aidé des migrants

Par [Charlotte Boitiaux](#)

Le procès de Mustapha Djemali, le président du Conseil tunisien pour les réfugiés (CTR), s'est ouvert jeudi à Tunis. Aux côtés d'autres militants associatifs, l'homme de 81 ans est accusé d'avoir "facilité l'entrée clandestine" de sans-papiers. Sa défense s'offusque : Mustapha Djemali, ancien fonctionnaire du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), s'occupait - via le CTR - de l'enregistrement de demandeurs d'asile en Tunisie. Une activité "légale" et sous l'autorité de l'ONU, souligne son avocate.

Depuis jeudi 16 octobre, un ancien cadre tuniso-suisse du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et président du Conseil tunisien des réfugiés (CTR), Mustapha Djemali, affronte la justice pour sa mission auprès des migrants dans le pays.

À ses côtés sur le banc des accusés, Bderrazek Krimi, chef de projet, en prison depuis un an et demi, et quatre responsables laissés libres. Tous sont accusés d'avoir créé "une organisation" - le CTR - pour "faciliter l'entrée clandestine" et l'"hébergement" de migrants.

À l'audience de jeudi, la défense a réclamé le report du jugement sur le fond, sollicitant que soit "recueilli le témoignage" du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), dont le CTR était partenaire "exécutif" dans l'aide aux demandeurs d'asile dans le cadre d'une "convention légale" et d'un "programme financé" par l'ONU, a indiqué à l'AFP l'avocate Mounira Ayari.

Depuis 17 mois, Mustapha Djemali âgé de 81 ans est en effet en prison pour s'être occupé de l'enregistrement de demandeurs d'asile en Tunisie, sous l'autorité du HCR. Une activité parfaitement légale, donc.

"Dérive autoritaire"

"Il a été arrêté alors que l'organisation qu'il a fondée avait lancé un appel d'offres auprès de prestataires de services hôteliers afin de trouver un hébergement destiné à des demandeurs d'asile. Sur fond de xénophobie, l'affaire avait provoqué une campagne de dénigrement de l'action humanitaire en Tunisie. Le CTR s'est aussi vu soupçonné de 'corruption'", précise [La Tribune de Genève](#).

Depuis, les ONG crient au scandale. Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) a fustigé "une criminalisation de l'aide" aux migrants et réfugiés, apportant son "soutien total" au CTR. "Ces arrestations illustrent une dérive autoritaire visant à réduire au silence toute critique des politiques gouvernementales ou de l'aide humanitaire en lien avec les migrants subsahariens", dénonçait aussi dès 2024 [la Ligue des droits de l'Homme \(LDH\) dans un communiqué](#).

L'avocate a aussi demandé la "libération provisoire" de Mustapha Djemali qui souffre de "graves problèmes de santé". En vain. Le tribunal a rejeté cette demande et ajourné le procès au 24 novembre, a déclaré plus tard l'avocate.

"Il ne tient plus debout, il a perdu 35 kilos"

"Il ne supporte plus les conditions de sa détention" qui a "dépassé la limite légale des 14 mois", a souligné sa défense. "Il n'arrive pas à se tenir debout, c'est très difficile de le voir comme ça", a aussi confirmé à l'AFP sa fille Yusra.

"En prison, dans des conditions de détention extrêmement dures et dégradantes, il a perdu plus de 35 kilos", précise de son côté [le journal Le Temps](#).

A lire aussi

[En Tunisie, la situation des migrants est "encore pire" qu'avant](#)

Les prévenus avaient été arrêtés en mai 2024 en même temps qu'une dizaine d'autres travailleurs humanitaires comme Sherifa Riahi, ex-dirigeante de l'association Terre d'asile, et la militante anti-raciste Saadia Mosbah, de l'ONG Mnemty.

Mustapha Djemali et Bderrazek Krimi sont poursuivis "uniquement en raison de leur travail humanitaire légitime", a, de son côté, souligné à l'AFP Antonia Mulvey, directrice du cabinet Legal Action Worldwide (LAW), dénonçant "une procédure arbitraire en violation des engagements internationaux de la Tunisie", notamment de protection des réfugiés et du personnel humanitaire.

Pour le cabinet LAW, chargé de les représenter pour des démarches internationales, il existe en Tunisie "une tendance inquiétante à la criminalisation de ce travail".

Le président Kaïs Saïed accuse régulièrement les organisations d'aide aux réfugiés d'être aussi des "agents de l'étranger" et donc, de comploter contre le pays.

[@infomigrants_fr](#) Depuis le début du mois d'avril, les autorités tunisiennes démantèlent de nombreux [#campements](#) de migrants dans les oliveraies, dans la région de [#Sfax](#). Sans solution de relogement, les [#migrants](#) touchés errent de campements en campements.

Journaliste : Danaé Piazza [#tunisie #exil #afrique](#) ↗ son original - InfoMigrants Français

Outre les ONG, le chef de l'État tunisien avait également dénoncé, dans un discours en février 2023, l'arrivée "de hordes de migrants subsahariens" menaçant, selon lui, de "changer la composition démographique" du pays.

A lire aussi

["Je ne peux plus recevoir d'argent, je ne peux plus travailler" : en Tunisie, la politique du gouvernement pousse les migrants subsahariens dans l'extrême pauvreté](#)

Depuis cette allocution présidentielle, le gouvernement tunisien a multiplié les restrictions à l'encontre des sans-papiers. Il est désormais défendu pour les Tunisiens d'employer des Africains subsahariens, de leur louer des appartements. [Des centaines de migrants ont aussi été chassés des grandes villes](#).

Arrestations, détentions arbitraires, abandons dans le désert...

Il n'est pas rare non plus que des exilés soient condamnés pour "séjour irrégulier" et écopent de plusieurs mois de détention. La situation est telle que, selon des migrants en contact avec la rédaction, "les prisons sont remplies de Subsahariens", enfermés aux côtés de prisonniers de droit commun.

Depuis des années aussi, les migrants vivent dans des campements informels - détruits régulièrement par les forces de l'ordre - dans les oliveraies de la région de Sfax, au centre du pays. Leurs conditions de vie sont épouvantables, sans aucun accès aux soins, à la nourriture - ou à une aide associative.

En plus de la précarisation extrême de cette population, la rhétorique du président tunisien a eu d'autres conséquences : expulsions forcées, déportations collectives vers le désert libyen ou algérien. Certains migrants sont expulsés aux frontières désertiques où au moins une centaine d'entre eux sont morts - de soif notamment - depuis l'été 2023.

A lire aussi

[L'OIM intensifie les "retours volontaires" de migrants depuis la Tunisie](#)

"J'espère vraiment que je vais quitter cet enfer bientôt", a confié Oumar, un migrant gambien [qui a contacté InfoMigrants](#) au mois d'août 2025. "Normalement, je prends la mer (pour tenter de rejoindre l'Italie) dans quelques jours car vraiment, je n'en peux plus."

Face à la répression tunisienne, des milliers de migrants cherchent aussi à quitter le pays via le programme de "retours volontaires" de l'Organisation internationale des migrations (OIM). [Mais l'agence, débordée par les dossiers, peine à prendre en charge toutes les demandes.](#)